

Partager les terres, façonner l'avenir

Au Liban, le consensus social et la renaissance des institutions ont constitué l'assise de la recherche d'une stratégie durable d'utilisation des terres.

L'une des grandes réalisations du projet « Amélioration durable des terres marginales du Liban » a été d'aider les collectivités du district pauvre d'Arsaal à surmonter les conflits sociaux et à trouver une nouvelle façon de parvenir à l'utilisation durable d'une ressource surexploitée. Mais leur démarche a également eu des répercussions inattendues : elle a contribué à la renaissance d'un gouvernement municipal moribond, et amené les chercheurs libanais et les bailleurs de fonds internationaux à adopter une nouvelle approche en matière de recherche environnementale.

La région d'Arsaal est imprégnée d'histoire. Sa population est disséminée sur des hautes terres semi-arides s'étirant sur 36 000 hectares dans le nord-est du Liban, jusqu'à la frontière de la Syrie.

Le village d'Arsaal (la région avoisinante porte le même nom) a été recensé pour la première fois il y a environ 350 ans, et des monuments de son cimetière portent des inscriptions datant d'une centaine d'années. Il n'y a pas si longtemps, on y retrouvait surtout des tentes, mais la plupart d'entre elles ont maintenant cédé la place à des maisons de pierres. L'élevage nomade constitue encore le moyen de subsistance de bon nombre de résidents de la région – où les chèvres et les moutons sont pratiquement deux fois plus nombreux que les humains.

Mais des changements, bons et moins bons, sont survenus à Arsaal.

Les arbres fruitiers à noyaux ont été introduits dans la région en 1952 par un résident surnommé « l'homme au cerisier ». On ne s'attendait pas à ce que ces arbres puissent survivre dans une contrée aussi aride. Pourtant, au cours du demi-siècle qui a suivi, les vergers se sont mis à fleurir. Il s'agit là d'une situation pour le moins paradoxale, puisque alors que la déforestation est un problème grave ailleurs, l'une des zones les plus arides du Liban ne cesse de verdoyer. Arsaal compte maintenant quelque deux millions d'arbres (pour la majorité des cerisiers et des abricotiers), qui constituent une importante source de revenus pour 60 % de sa population. Cette croissance économique a cependant également eu pour effet d'intensifier les

conflits sociaux et la précarité de l'environnement. Les fruiticulteurs ont « circonscrit » certaines des meilleures terres pour la culture, perturbant et limitant ainsi les parcours de migration des troupeaux et empêchant les éleveurs nomades d'utiliser des terres dont ils avaient besoin au cours des périodes de grande sécheresse. Les institutions locales n'ont pas eu la force de régler les différends entre les éleveurs et les agriculteurs, issus de familles et de classes sociales différentes. Et l'écart croissant dans les revenus a contribué à exacerber ce clivage social, puisque les familles de fruiticulteurs sont en mesure de gagner davantage, et à moindre effort, que les familles d'éleveurs.

Des problèmes écologiques en vue

L'essor de la fruiticulture a également soulevé des préoccupations au sujet de la dégradation du sol. Dans l'ouvrage *Research for Development in the Dry Arab Region – The Cactus Flower*, préparé par les chercheurs Shadi Hamadeh, Mona Haidar et Rami Zurayk (copublié par Southbound et le CRDI en 2006), on relate les propos d'un enseignant d'Arsaal qui se désole de ce qui suit : « Les gens ne savent pas comment s'occuper de leurs terres, puisqu'ils étaient auparavant éleveurs. Le sol s'affaiblit et l'étendue des terres commune à la disposition des éleveurs nomades est réduite. »

Des problèmes d'un autre ordre se sont ajoutés à ceux-ci lorsque des gens de l'extérieur se sont mis à extraire la roche du sol de la région. Cette pratique a commencé alors que la guerre civile sévissait au Liban et que le gouvernement



municipal d'Arsaal n'était pas opérationnel, si bien que les exploitants des carrières ne se préoccupaient pas d'obtenir des permis ni de consulter les membres de la collectivité – bien souvent, ils ne faisaient que s'emparer de la terre et en interdire l'accès à ceux qui l'avait utilisée jusque là.

Des solutions de différents ordres s'imposent

L'analyse de cet imbroglio de problèmes environnementaux, économiques et sociaux a exigé une recherche multidisciplinaire d'envergure et une étroite coopération avec les collectivités pendant plusieurs années. Le projet en deux phases soutenu par le CRDI – *Amélioration durable des terres marginales au Liban* – devait s'attaquer à des tâches complexes. L'un de ses objectifs consistait à aider les collectivités à trouver et à mettre en pratique des modes plus durables de gestion de l'utilisation des terres. Mais pour pouvoir atteindre cet objectif, il fallait tout d'abord créer – et soutenir – les institutions grâce auxquelles les collectivités pourraient résoudre leurs différends et se fixer des buts communs.

Les auteurs de *The Cactus Flower* – qui ont également travaillé à titre de chercheurs dans le cadre du projet *Amélioration durable des terres marginales au Liban* – mentionnent que l'éventail des défis à relever simultanément à Arsaal a exigé toute une série d'outils. « Nous avons notamment eu recours à des systèmes participatifs d'information géographique, qui combinent participation communautaire et imagerie par satellite de pointe; à différentes formes de « bricolage institutionnel », tel un réseau des utilisateurs locaux, des coopératives et des plateformes de communication; et à de nouvelles visions de la recherche pour le développement, telle l'approche fondée sur les modes de subsistance durables et la recherche intégrée. »

Les chercheurs soutenus par le CRDI ont travaillé en étroite collaboration avec l'Association pour le développement rural d'Arsaal (ARDA), une ONG locale. (Les chercheurs travaillaient à l'Université américaine de Beyrouth – UAB – mais plusieurs d'entre eux ont vécu dans la collectivité pendant de longues périodes.). L'ARDA a pour ainsi dire fait office de gouvernement municipal de substitution au cours de la période où n'existait aucune structure officielle. Une fois restauré le conseil local, elle a contribué à le renforcer en mettant à la disposition des citoyens des moyens de participer au processus de prise de décisions.

Un exemple de ces moyens est le réseau des utilisateurs locaux, que l'ARDA et les chercheurs de l'UAB ont conçu selon le modèle des majlis arabes, ou conseils traditionnels, afin que le dialogue face-à-face devienne la méthode privilégiée de résolution des litiges. Ce mode de communication traditionnel a été soutenu par des outils modernes, et notamment des caméras vidéo. Les chercheurs sont d'avis que cette formule a permis des échanges de vues plus francs : les gens exprimaient plus directement leurs doléances devant une caméra vidéo que dans le cadre officiel d'une réunion du conseil, et les citoyens qui regardaient la vidéo avaient plus de temps pour analyser les points de vue différents qui y étaient présentés.

D'autres initiatives mises de l'avant dans le cadre du projet se sont également fondées sur des combinaisons semblables de technologie moderne et de méthodes participatives. Par exemple, la modélisation par SIG et l'imagerie satellite ont permis de dresser la cartographie des types de sol et des circuits d'écoulement des eaux et ainsi aidé les membres de la collectivité à planifier la construction d'un réservoir – pivot de la démarche de la collectivité vers l'adoption d'un mode de gestion plus durable.

Des avantages réels pour la collectivité

Pour David Brooks, spécialiste de la gestion de l'eau qui a préparé une évaluation du projet d'Arsaal pour le CRDI, il ne fait aucun doute que le projet a eu des répercussions positives à l'échelle communautaire.

« Les deux phases du projet mis de l'avant à Arsaal ont pour ainsi dire été réussies à tous points de vue », écrit-il. Les membres des collectivités se sont réellement engagés dans le programme de recherche, et ont souvent été en mesure de constater que celui-ci se traduisait par des avantages concrets. Par exemple, l'ARDA et l'UAB ont contribué à la création de plusieurs coopératives, d'une entreprise de transformation des aliments et d'un atelier de tissage de tapis, qui fonctionnent encore aujourd'hui. Les agriculteurs et les éleveurs ont eu accès à de nouvelles sources d'information qui leur ont permis de réduire les pertes considérables liées aux ravageurs, au stress hydrique et au piètre état des routes de la région. De façon générale, les membres des collectivités ont profité des ressources qui leur étaient offertes – ainsi, plus de 500 agriculteurs ont participé à des ateliers sur l'agriculture donnés dans le cadre du projet.



Les échos favorables dont le projet a fait l'objet à l'extérieur d'Arsaal témoignent également de sa réussite. L'expérience d'Arsaal est devenue un sujet de discussion dans d'autres collectivités du Liban, et certaines ont repris à leur compte différentes initiatives du projet. Quatre autres coopératives d'éleveurs ont notamment été créées sur le modèle de celle d'Arsaal. Sur la scène internationale, le projet d'Arsaal a été cité dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le Développement comme un modèle de « meilleure pratique dans le domaine du développement durable ». Par ailleurs, un représentant de l'organisme d'aide allemand GTZ, qui a fait siennes les méthodes mises en oeuvre à Arsaal pour lutter contre la désertification, a vanté les mérites du projet, soulignant qu'il avait « considérablement contribué à l'enrichissement intellectuel » des collectivités d'Arsaal.

Une influence inattendue sur les politiques

Exercer une influence sur les responsables des politiques et sur le processus d'élaboration des politiques n'était pas au départ l'un des objectifs explicites du projet. David Brooks constate cependant que le projet s'est bel et bien répercuté sur les politiques publiques, de différentes manières et à différents degrés.

Selon lui, l'influence exercée sur les politiques s'inscrit dans trois catégories :

- a) « vers le haut » (influence sur les institutions nationales);
- b) à l'« horizontale » (influence sur les pratiques des chercheurs et des institutions de recherche); et
- c) « vers le bas » (influence sur les institutions et les populations locales). Pour ce qui est du degré de l'influence exercée dans ces trois sphères, David Brooks constate que les répercussions se sont surtout manifestées « horizontalement », puis « vers le bas » et, finalement, « vers le haut ».

On pourrait dire à première vue que cette faible influence sur les institutions nationales témoigne tout simplement du fait que les gouvernements nationaux ne se sont jamais vraiment préoccupés de la région peu densément peuplée d'Arsaal. La pauvreté et l'absence de réseau routier approprié ont contribué à maintenir l'isolement d'Arsaal.

« J'ai entendu encore et encore que la région d'Arsaal était isolée. C'est tout de même étrange, puisqu'on peut s'y rendre en voiture en une demi-journée à partir de Beyrouth, la capitale. Mais il ne fait aucun doute que le sentiment d'isolement, lui, est bien réel », mentionne David Brooks.

La situation n'a guère changé depuis la fin du projet, en 2004. « Le ministère de l'Agriculture a plus ou moins continué de se désintéresser et du projet mis en oeuvre à Arsaal et des résultats qu'il a permis d'obtenir », rapporte David Brooks. Ainsi, les importants problèmes d'Arsaal (liés notamment au pastoralisme et à la gestion des grands pâturages) figurent tout au bas de la liste des priorités nationales du Ministère. Mais il y a certains signes encourageants : « Les agents de vulgarisation participent maintenant aux ateliers donnés à Arsaal, et les députés qui représentent la région soumettent au cas par cas les problèmes en haut lieu afin que des mesures soient prises pour les résoudre. »

Malgré sa faible influence sur la politique nationale, le projet n'en a pas moins eu une influence considérable sur le processus général d'élaboration de la politique environnementale. Le gouvernement municipal a fait totalement sien le projet d'Arsaal et les objectifs qu'il visait. Il s'agit là d'un aspect important, parce que l'adoption des mesures environnementales relève en grande partie du mandat des municipalités, bien que celles-ci ne disposent souvent pas des ressources voulues pour assumer ce mandat. Mais certains des représentants municipaux actuellement en poste ont travaillé auparavant pour des ONG engagées dans le projet d'Arsaal. David Brooks fait également observer que les organisations communautaires locales qui ont vu le jour dans la foulée du projet se sont familiarisées avec le processus politique, particulièrement à l'échelle municipale.

Une nouvelle vision de la recherche

Les plus grandes répercussions du projet d'Arsaal se sont fait sentir au point de jonction entre la recherche et l'élaboration des politiques. Le projet semble avoir convaincu les chercheurs et les organismes subventionnaires du Liban d'aborder différemment la question de l'utilisation des ressources.

Ainsi, dans le cas de l'UAB (déjà l'une des plus solides institutions de recherche du monde arabe), le projet a eu comme répercussion importante de





relancer le travail sur le terrain. Maintenant, les chercheurs de l'université travaillent en étroite collaboration avec les collectivités, de sorte que constatations de la recherche et incidence sur le développement vont de pair. De plus, l'expérience d'Arsaal a incité l'UAB à créer, en 2001, une Unité multidisciplinaire responsable de l'environnement et du développement durable (ESDU). Cette unité offre maintenant des programmes de recherche, d'éducation, de formation et de vulgarisation dans deux autres régions du Liban. On prévoit actuellement faire de l'ESDU un centre régional d'excellence dans le domaine du développement durable.

Les représentants de l'Institut de recherche agricole du Liban (LARI) – organisme gouvernemental – soulignent par ailleurs que « le projet a eu une influence énorme sur la façon dont ils perçoivent leur rôle et structurent leur recherche », explique David Brooks. L'un des principaux changements réside dans le fait que le LARI a adopté une méthode plus participative de mise en oeuvre de ses propres projets de recherche. Et des organismes

internationaux, tel que le Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches – qui oeuvre à l'échelle régionale – et l'organisation allemande GTZ, ont également adopté des aspects importants du modèle d'Arsaal.

Bien que des changements profonds semblent s'être produits rapidement à l'échelle institutionnelle, sur le terrain, à Arsaal, la situation change lentement et beaucoup plus progressivement. Le travail des nouvelles organisations locales témoigne de capacités accrues à l'échelle communautaire et cela transparait – dans une certaine mesure – à l'échelle nationale.

« Arsaal a maintenant attiré l'attention, mais le village est toujours considéré comme une zone éloignée et sans importance, conclut David Brooks. Le changement ne pourra se faire rapidement, mais le fait que le village soit moins marginalisé aujourd'hui qu'à l'époque où le projet a commencé d'y être mis en oeuvre démontre qu'il y a eu une influence considérable sur les politiques. »

Quelques leçons apprises

- ❑ En situations de conflit, il est important de travailler en étroite collaboration avec les collectivités, les ONG et les conseils.
- ❑ La résolution des problèmes complexes doit se fonder sur une approche multidisciplinaire.
- ❑ La combinaison de méthodes modernes et traditionnelles comporte une foule d'avantages.
- ❑ La stabilité politique et les avantages économiques concrets sont souvent deux aspects qui se renforcent mutuellement.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État canadienne créée pour aider les pays en développement à trouver des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène. Partant du constat que l'influence exercée sur le processus des politiques est un volet important de l'action du CRDI, la Section de l'évaluation a dressé le bilan stratégique de plus de 60 projets répartis dans une vingtaine de pays afin d'examiner dans quelle mesure et selon quelles modalités les travaux financés influent sur les politiques publiques et la prise de décision. Pour plus d'information, consultez www.crdi.ca/evaluation_politique